

Journée des personnes âgées

droit de les exprimer. Mais il me semble que, de mon côté, je me dois de corriger la situation et de dire: L'universalité, ce n'est pas l'indexation.

Deuxièmement, monsieur le Président, lorsque je m'adressais aux gens de la FQDR, je leur disais . . . et il y avait un monsieur Miron qui était là, dont le dernier des fils venait de sortir de l'université ici. Et je me disais: Qu'est-ce qui est important pour M. Miron qui est ici ce soir? Est-ce le fait qu'il ait une piastre de plus de pension de sécurité de la vieillesse toutes les semaines ou bien que je fasse en sorte, au point de vue économique général, que son fils se trouve un emploi?

Une voix: Il veut les deux.

M. Hudon: Il veut les deux, et je suis d'accord sur le fait qu'ils veulent les deux. Mais celui qu'il est prêt à sacrifier, vous savez fort bien lequel c'est! Il veut facilement l'indexation, c'est une forme de distribution des richesses qui est d'un automatisme tel qu'il laisse au gouvernement absolument aucune forme possible d'alternative. Et c'est le même discours que vous aviez servi en 1980.

C'est exactement ce que je veux dire, monsieur le Président: l'indexation et l'universalité, ce sont deux choses complètement différentes. Mais les gens de la FQDR le pensent aussi. Premièrement, ils l'ont affirmé et ils ont dit: Premièrement, on vous félicite pour votre franchise, vous l'avez dit. Je l'ai dit publiquement. Je l'ai dit à tous les clubs d'âge d'or et cela a été largement publié.

Monsieur le Président, je pense que je n'ai pas à développer de l'agressivité là-dedans. J'ai strictement dit: L'indexation et l'universalité, c'est deux choses complètement différentes et je voudrais strictement corriger les faits et dire que je ne veux pas mélanger les deux.

● (1820)

[Traduction]

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le président, je suis en proie à une grande tristesse. Je trouve vraiment inconcevable que les députés ministériels choisissent un jour comme aujourd'hui, à la veille de fêtes familiales solennelles et importantes, pour présenter ce qui est, essentiellement, la proposition la plus ridicule que j'aie entendue depuis longtemps. Les députés de la majorité ne peuvent pas parler et agir comme ils le font depuis un an et nous demander de croire à leur sincérité quand ils proposent de rendre hommage au rôle que les personnes âgées ont joué dans notre société. J'ai dit hier que cet endroit devenait de plus en plus pire. Je citais Lewis Carroll et Tweedie. Croyez-moi, je suis tombée dans le mille.

Arrêtez-vous un moment à penser qui sont au juste les personnes âgées. Au temps où notre pays était en voie de formation, elles ont consenti de nombreux sacrifices pour que nous soyons ce que nous sommes aujourd'hui. Elles ont jeté les premières bases. Elles se sont sacrifiées. Je dois ensuite entendre mon collègue du parti ministériel dire qu'elles doivent encore se sacrifier pour le bien de leurs enfants. Je ne crois pas que les jeunes Canadiens attendent de nos personnes âgées qu'elles se serrent la ceinture parce que, à nous tous, nous n'avons pas trouvé les solutions à nos problèmes sociaux. Ce n'est pas ainsi qu'il faut s'y prendre.

Les personnes âgées sont parfaitement capables d'exprimer elles-mêmes leurs préoccupations. Elles sont capables de dire

au gouvernement qu'elles sont en sérieuse difficulté, et qu'il ne doit pas diminuer leur revenu davantage, parce qu'elles sont déjà au bord de la pauvreté. Les gens doivent se contenter pour vivre de 25 p. 100 de ce qu'ils touchaient avant d'atteindre 65 ans. Le gouvernement ne le croira peut-être pas, mais il y a des gens qui ne gagnaient pas suffisamment pour souscrire à un régime de pension privé ou qui travaillaient dans une entreprise où il n'existait pas de régime de pension privé. Ces gens ont le droit de garder le même niveau de vie, mais dans notre examen des pensions, nous n'avons pas trouvé le moyen de leur assurer cette continuité. Rendre hommage à leur longévité pendant une journée n'est pas un moyen de fêter les personnes âgées.

Il nous faut des mesures concrètes conçues pour des personnes âgées, par des personnes âgées. Les gens ne perdent pas tous leurs esprits le jour de leurs 65 ans. Ils sont intelligents, compétents, capables et instruits. Qu'ils soient ou non des diplômés universitaires n'a aucune importance. Faites-les parler des questions sociales. Interrogez-les sur l'habitation, le transport et le problème des services de santé. Demandez-leur quels sont leurs besoins. Cessez de les traiter comme des enfants ou de parler en leur nom. Quel droit avons-nous, vous ou moi, de parler à leur place? Notre devoir de députés élus est d'aller consulter les gens.

Le gouvernement progressiste conservateur est arrivé au pouvoir, porté par une vague de fond, en promettant un gouvernement transparent. Il a promis de consulter les gens, d'être accessible à la société et de tenir compte de ses intérêts et de ses besoins. Je n'ai pas vu le gouvernement actuel consulter qui que ce soit. J'ai été témoin de consultations, auxquelles j'ai même participé, qui se sont déroulées dans un cadre tellement strict et rigide que l'on n'a pas le temps d'écouter. J'ai siégé au comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales. Nous avons entendu un groupe après l'autre qui avaient bien des choses à dire au sujet de l'indexation et des changements nécessaires au régime de sécurité de la vieillesse et des pensions. Trompeur comme d'habitude, le gouvernement a promis de ne pas toucher au système puisqu'il fonctionnait bien pour le moment. Il s'est mis ensuite à toucher au système tout entier.

En ne prêtant pas attention aux besoins des aînés qui veulent conserver leur emploi, avoir accès à l'éducation et au recyclage, on ne leur reconnaît pas le mérite auxquels ils ont droit. On ne leur accorde pas le genre de moyens dont ils ont besoin. Mais a-t-on discuté avec eux? A-t-on examiné nos programmes d'emploi avec eux? Ou les a-t-on tenus à l'écart? Si on leur accorde . . .

[Français]

. . . c'est pour les petites «jobinettes» de 20 semaines et Bye! Bye!

[Traduction]

Je voudrais revenir sur ce qu'a dit mon collègue de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart). Si ce n'avait été de M^{me} Denis qui a dit «Bye, bye, Charlie Brown», je me demande ce qui serait arrivé. Les personnes âgées, dont M^{me} Denis, doivent vraiment des remerciements aux conservateurs. En voulant désindexer les pensions de vieillesse, le gouvernement a mobilisé le pouvoir que représentent les têtes grises du Canada. Notre pays ne sera jamais plus le même à la suite de ces